

plus un secret pour la Maison-Blanche, où l'on refuse de reconnaître l'empire fondé par nos armes, où l'on persiste à accréditer un ministre près du fantôme errant et pourchassé de la République mexicaine, et où M. Johnson, écrivait récemment dans son message, avec un sentiment contenu qui éclate à travers les mots : " Nous regarderions comme une grande calamité pour nous-mêmes, pour la cause du bon gouvernement et pour la paix du monde, qu'une puissance européenne quelconque jetât le gant au peuple américain, comme pour le défier à la défense du républicanisme contre l'invasion étrangère. Nous ne pouvons pas prouver, et nous ne voulons pas examiner les occasions qui pourraient surgir, les combinaisons qui pourraient s'offrir pour nous protéger contre les desseins hostiles à notre gouvernement." Et le nom du Mexique, qui n'est pas même prononcé dans le document, n'en apparaît que plus vivement à l'esprit.

Le discours impérial est persuadé que l'émotion américaine s'évanouira " devant la franchise de nos déclarations." Souhaitons-le, et puisque le Mexique est en voie de prospérité; puisque les dissidents sont vaincus et dispersés; puisque l'armée nationale, qui l'année dernière comptait déjà 25,000 hommes, se montre pleine de valeur et de dévouement*; puisque le Trésor du nouvel empire est assez riche pour gratifier de dons annuels les divers établissements catholiques de la Terre-Sainte †, notre rôle est tout tracé : ce qui reste à faire, c'est de rappeler nos troupes, source inutile de dépense à Mexico, et regrettable cause d'ombrage à Washing-

ton. Que le gouvernement y réfléchisse : plus il s'est engagé seul dans cette grave et délicate affaire, plus les susceptibilités de l'honneur national commandent de lui ménager les critiques, et plus il doit sentir le besoin de se décharger d'une responsabilité qui pourrait devenir formidable.

La seconde partie du discours impérial est consacrée aux questions intérieures, et ce qui y domine est une sorte de parti pris de subordonner la politique aux affaires. La main s'ouvre volontiers en faveur des améliorations matérielles, mais elle demeure fermée à l'égard des réformes politiques. Pour nous, qui voudrions voir marcher de front les deux ordres de progrès, nous croyons que le second n'offrirait pas plus de périls que le premier si l'on avait le courage de l'expérimenter, et nous invoquons en témoignage le résultat même des innovations tentées en matière économique. Le discours l'avoue : la loi sur les coalitions ouvrières " avait fait naître des appréhensions ; " beaucoup d'esprits timides en redoutaient les conséquences ; à les en croire, la mesure était grosse d'émeutes, et certains prophètes allaient jusqu'à dire qu'on serait bientôt réduit à l'abroger dans le sang. Qu'est-il advenu de toutes ces terreurs ? Quelques grèves, assurément fâcheuses parce que toute interruption de travail est un malheur, mais pacifiques, ont amené ça et là des modifications de réglemens entre ouvriers et patrons, et la terre n'a pas été autrement ébranlée. Il y a plus : l'expérience faite a déterminé un nouveau pas en avant, et le discours promet, d'une manière incomplète encore, mais déjà précieuse, le droit de réunion. Si le gouvernement se prêtait à des essais analogues sur le terrain

* *Moniteur*, séance du 11 mai, discours de M. Rouher.
† *Petit Moniteur* du 27 décembre 1865.